

Ils ont été accusés à tort de terrorisme en Grande-Bretagne

Les Algériens, ces parfaits coupables

Ils ne sont pas nombreux, mais on parle d'eux de manière pas toujours flatteuse. Dans les médias britanniques, l'immigré algérien a souvent le visage d'un terroriste. En multipliant les bavures, les services de sécurité ont ruiné la réputation de nos compatriotes. Dix ans après l'affaire Raïssi, la police commet une nouvelle bévue en interpellant des agents de nettoyage, sous prétexte qu'ils allaient commettre un attentat contre le pape. Dans le sillage des attaques du 11-Septembre 2001, elle révélait avoir déjoué un complot à la ricine qui n'a jamais existé. Arrêtés sans preuves tangibles, malmenés dans les tribunaux, emprisonnés, des Algériens portent leur nationalité et leur confession comme un délit.

"C'est vrai. Après tout, il s'agissait bien d'un complot islamiste !" ironise Mark Steel. Au moment où l'ensemble de la presse britannique, embarrassée, s'est empressé de fermer la parenthèse du pseudo-attentat raté contre Benoît XVI, il y a quelques semaines à Londres, le journaliste a gratifié les lecteurs du quotidien de centre gauche, The Independent, d'un pamphlet hilarant sur la désinvolture avec laquelle ses confrères ont traité l'information.

De l'austère Times au Sun, tabloïd à sensation, tous les journaux, y compris les gazettes locales, avaient annoncé, le 18 septembre dernier, en grande manchette, l'arrestation de cinq agents de nettoyage algériens et d'un complice soudanais, alors qu'ils s'apprêtaient à commettre un attentat contre le souverain pontife, en visite au Royaume-Uni. Dans un style décapant, Mark Steel a relevé les perles des médias qui, croyant avoir affaire à de parfaits coupables, ont employé les raccourcis les plus grotesques pour les incriminer. Pas assez sourcés, mais débordants d'imagination, des journalistes ont même élaboré des scénarios sur l'attaque. Selon The Telegraph, les éboueurs auraient pu se glisser dans la foule et cibler le cortège papal. "Cela ne doit pas être facile quand on se promène avec une benne à ordures et des balais géants", ricane le chroniqueur de The Independent. Les affabulations du Sun lui ont inspiré d'autres commentaires plus acidulés. Catégorique sur les intentions malveillantes des agents de nettoyage, le tabloïd a précisé que leur métier leur permet d'avoir accès au circuit emprunté par la délégation du Vatican, en clair la rue, tout comme le reste des Londoniens après tout. Pour consolider la thèse du complot terroriste, le Sun s'est penché sur l'identité des éboueurs en indiquant, parole d'experts, que leur pays constitue un fief du fondamentalisme musulman. "Avec ça, vous saurez qui sont les Algériens. Des tueurs de papes en puissance", épilogue Mark Steel sur une note de sarcasme. Le Daily Express, qui avait titré en une : "Attentat déjoué contre le pape", en dissertant sur l'arrestation musclée des agents de nettoyage algériens sur leur lieu de travail, a annoncé leur libération en quelques lignes, dans une de ses pages intérieures. Les autres journaux n'ont pas accordé à la bavure de Scotland Yard une plus grande place.

Certains ont même fait intervenir dans leurs colonnes des experts de la lutte antiterroriste pour justifier l'intervention des forces de sécurité et louer leur vigilance. Devant les journalistes, le chef du raid a indiqué avoir envoyé ses troupes dans les locaux de Veolia, l'entreprise de nettoyage qui emploie les Algériens, après avoir reçu un appel d'une personne qui les aurait entendu parler de l'assassinat du pape. La police leur a mis les menottes aux poignets, sans détenir la moindre preuve tangible sur leurs intentions.

Elle a fait foi aux assertions de son informateur qui, non seulement a interprété une blague de réfectoire comme un complot terroriste, mais a forcé les traits sur le profil des "suspects". En guise d'indices, il a indiqué à la police que les agents de nettoyage parlaient un anglais approximatif, portaient barbe et moustaches et n'ont pas commandé de saucisses de porc au petit-déjeuner ! Ces clabaudages de comptoir ont suffi à Scotland Yard pour déclencher un plan d'attaque contre les locaux de Veolia, digne d'un film d'action.

Mais au moment où les médias rendaient compte du raid, avec grand fracas, les enquêteurs savaient déjà qu'ils

avaient commis une grosse bourde. Après 48 heures de garde à vue, les agents de nettoyage sont remis en liberté, complètement innocents. Dans une conférence de presse, leur avocat s'est interrogé sur les véritables motivations de leur arrestation.

“Est-ce un crime d'être étranger dans ce pays ?” s'est-il demandé, scandalisé. En étant musulmans et Algériens, les éboueurs ont aggravé leur cas.

Raïssi, le suspect idéal

Lotfi Raïssi en sait quelque chose pour avoir enduré pendant un peu moins de dix ans le préjudice d'une arrestation arbitraire. En 2001, le pilote algérien était interpellé pour son implication prétendue dans la préparation des attentats du 11-Septembre. Dans son cas aussi, les services de sécurité ne détenaient aucune preuve. “Je suis musulman, Algérien et pilote instructeur, le parfait coupable en fait”, insiste-t-il aujourd'hui. En avril dernier, le ministère britannique de la Justice acceptait de lui verser des dommages. Mais Raïssi réclame plus que de l'argent. Il entend obtenir des excuses du gouvernement britannique. Le départ des travaillistes — responsables de son arrestation — du pouvoir hypothèque ses chances, mais le pilote ne désespère pas. “Ma carrière a été détruite. Je suis encore sur la liste noire. Ce qui m'empêche d'exercer mon métier. Ma réputation et celle de ma famille ont été malmenées. J'ai subi un véritable traumatisme. Pour tout cela, les autorités britanniques doivent me demander pardon”, disait-il dans une interview à Liberté il y a quelques mois. Quelques jours après les attaques kamikazes de New York et de Washington, Scotland Yard reçoit des informations troubles à son propos de la part du FBI. L'agence américaine pense que Raïssi a entraîné un des terroristes, dans une école de pilotage de l'Arizona. Aussitôt, les éléments de la section antiterroriste de la police métropolitaine débarquent chez lui. Il est arraché de son lit en pleine nuit. Un des éléments du raid pointe le canon d'une arme sur sa tempe. On le conduit au commissariat presque nu. Son frère et son épouse, hôtesse à Air France, sont également interpellés.

Du jour au lendemain, la vie de Raïssi se transforme en cauchemar. Contrairement aux agents de nettoyage qui ont retrouvé leur liberté très rapidement, il est inculpé, puis envoyé en prison, sur la base de présomptions abracadabrantes. En fouillant son domicile, les enquêteurs trouvent une photo sur un ordinateur où il apparaît avec un homme identifié comme le kamikaze jordanien Hani Hanjour. L'individu en question s'avère être son cousin. Mais cette erreur ne freine pas l'acharnement des policiers britanniques. Instruits par leurs collègues américains, ils montent un dossier d'accusation apocryphe. Ils font mention de la présence du pilote algérien à Las Vegas, en même temps qu'un des autres terroristes, deux ans avant les attentats. Devant le tribunal, le procureur évoque l'existence d'un carnet d'adresses appartenant à Abu Doha, un adjoint de Ben Laden et sur lequel se trouverait les coordonnées de Raïssi. Il parle aussi de communications téléphoniques suspectes. Mais à aucun moment le représentant du parquet ne fournit les preuves de ses allégations. L'absence de pièces à conviction n'empêche pas la justice britannique de garder le pilote en prison pendant quatre mois. Il est détenu à Belmarsh, un établissement de haute sécurité, dans l'attente de son extradition vers les États-Unis. Il est poignardé deux fois durant son incarcération et vit sous la menace constante de ses codétenus.

En février 2002, le juge Timothy Workman — le même qui s'est prononcé sur le transfert d'Abdelmoumène Khalifa vers l'Algérie — ordonne la remise en liberté de Raïssi et classe l'affaire. Avec l'aide de son avocat, le pilote se lance aussitôt dans une bataille éprouvante pour obtenir des réparations et contraindre le gouvernement à faire son mea-culpa.

En 2008, un jugement en appel l'exonère totalement des faits qui lui sont reprochés et soutient sa demande pour des compensations. Dans la foulée, le juge accuse les services de sécurité et le parquet d'avoir violé les lois et les règles de la procédure dans leur entêtement à charger le pilote. Celui-ci a dû patienter deux ans supplémentaires pour être dédommagé. Le ministère de la Justice a cédé sous l'injonction des juges de la Haute Cour.

Mais à aucun moment, il n'a reconnu sa responsabilité dans l'affaire. Jules Carrey, défenseur de Raïssi, déplore cet état de fait. Selon lui, la réparation du pilote sur la base de son exonération ne tient pas compte de la grave injustice dont il a été victime. “Cela signifie que les erreurs de la police et du parquet ne feront jamais l'objet d'investigations”, relève l'avocat.

En d'autres termes, les responsables de la bavure ne seront jamais inquiétés. L'adoption de lois antiterroristes

très rigoureuses en 2006 (voir papier ci-contre) a considérablement élargi les pouvoirs des services de sécurité. Ils n'ont de comptes à rendre à personne, même pas aux victimes des interpellations arbitraires. Le délit de croyance, comme celui de faciès sous d'autres cieux, motive leur conduite abusive.

Les étrangers de confession musulmane sont perçus comme des terroristes potentiels. Les soupçons visent surtout les individus originaires de pays confrontés au phénomène de l'intégrisme subversif, dont le nôtre.

Affaire de la ricine, un complot qui n'a jamais existé

Comme le Sun, d'autres journaux britanniques décrivent allègrement l'Algérie comme une base arrière d'Al-Qaïda en Afrique du Nord. Scotland Yard et le MI5 (services de renseignements) ont découvert l'existence de terroristes algériens, au lendemain des attaques kamikazes aux États-Unis. Après avoir donné refuge pendant des années durant à des militants de l'ex-FIS, les forces de sécurité les pourchassent sans distinction. Des innocents sont arrêtés en même temps que des activistes dangereux.

En 2003, un groupe d'Algériens est interpellé suite à des révélations sur la préparation d'attaques chimiques dans le métro londonien. Le fameux complot de la ricine, du nom du poison qui devait être utilisé, fait l'effet d'une bombe. La presse annonce la découverte d'un laboratoire de la mort à Wood Green, au nord de Londres. Mais sur place, les enquêteurs ne trouvent aucune trace du poison. Un des suspects, Kamel Bourguass, tue un policier au moment de son arrestation. Il est condamné à la réclusion à vie. Les autres accusés sont relaxés. Pendant deux ans, les autorités britanniques imposent un embargo sur l'affaire.

En 2005, le public apprend, stupéfait, que l'attentat à la ricine n'a jamais existé. Révulsés, des journalistes ont accusé les autorités britanniques d'avoir entretenu le suspense pour justifier l'intervention militaire en Irak. À l'époque des faits, Collin Powell, ex-secrétaire américain à la Défense, avait affirmé que le laboratoire de la mort était mis en place sur ordre des chefs d'Al-Qaïda.

Un Algérien, Mouloud Sihali, faisait partie des personnes arrêtées pour son implication prétendue dans le complot de la ricine. Cinq mois après son acquittement, la police l'interpelle à nouveau, sous prétexte qu'il constitue une menace pour la sécurité du pays. Il est emprisonné à Belmarsh puis mis en résidence surveillée dans l'attente de son extradition en Algérie.

D'autres compatriotes accusés à tort de terrorisme ont connu un sort identique. Belmarsh retient sans doute les noms de dizaines d'Algériens qui se sont retrouvés dans ses murs alors qu'ils n'ont commis aucun crime. Dans leur cas, les origines étaient des pièces à charge suffisantes.

[LIRE TOUTE L'ENQUETE EN CLIQUANT ICI](#)